



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 19/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOBEL PLASTIQUES SAS

Rue de l'Europe - BP 245
ZI Marolles
51300 Vitry-Le-François

Références : D3 i 2025-274
Code AIOT : 0005702277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement NOBEL PLASTIQUES SAS implanté Rue de l'Europe - BP 245 ZI Marolles 51300 Vitry-le-François. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est effectuée suite à la mise en demeure dressée sur le site d'exploitation de Nobel Plastiques suite à la visite du 5 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOBEL PLASTIQUES SAS
- Rue de l'Europe - BP 245 ZI Marolles 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005702277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nobel Plastiques SAS située à Vitry-le-François fabrique des tuyaux plastique ayant vocation à permettre les écoulement de fluides dans les véhicules. Elle emploie 200 personnes sur

son site et possède une partie production ainsi qu'une partie laboratoire dédiée à la recherche et développement de nouveaux produits.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.6.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.2.1	/	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles effectués sur le site d'exploitation lors de la visite du 20 février 2025 ont montré le respect des prescriptions faisant l'objet de la mise en demeure. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-MD-075-IC du 17 avril 2024 peut être abrogé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 05/03/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action correctivedate d'échéance qui a été retenue : 21/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble de eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 680 m3 avant rejet. [...]</p>
Constats : <p>Par courriel en date du 24 septembre 2024, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées un devis signé pour la réfection du bassin de confinement de eaux d'incendie.</p>

La visite d'inspection du 20 février 2025 a permis de constater la réfection du bassin de confinement des eaux d'incendie et vérifier son étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks et substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : Par courriel en date du 21 juin 2024, l'exploitant a envoyé une photo présentant l'état des stocks mis à jour et tenu à disposition des moyens de secours en cas de sinistre. Lors de la visite du 20 février 2025, il a été observé que cet état des stocks est complet et tenu à dispositions des secours à l'entrée du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure